

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 4584/2025/83
portant prolongation de la durée d'autorisation
d'une carrière à ciel ouvert de marbre
sur la commune de Bielle par Société ESCAVAMAR**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 4584/2015/021 du 12 janvier 2016 autorisant la société Les Nouvelles Carrières du Béarn à exploiter une carrière à ciel ouvert de marbre sur le territoire de la commune de Bielle ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4584/2022/010 du 4 octobre 2022, modifiant le montant des garanties financières et autorisant le changement d'exploitant au profil de la société ESCAVAMAR ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** le dossier de porter à connaissance en date du 30 juin 2025 par laquelle la société ESCAVAMAR sollicite une prolongation de 2 ans de l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de marbre visée par l'arrêté préfectoral n°4584/2015/021 susvisé ;
- VU** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 11 juillet 2025 ;
- VU** l'absence de remarque du demandeur sur le projet d'arrêté complémentaire ;
- VU** le rapport du 27 août 2025 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la demande de prolongation du 30 juin 2025 a été adressée au préfet au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation de l'arrêté préfectoral n° 4584/2015/021 du 12 janvier 2016 ;

CONSIDÉRANT que la demande de prolongation présente les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus ;

CONSIDÉRANT que le projet de prolongation, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne sus-visée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet de prolongation ne revêt pas de caractère substantiel au regard des dispositions réglementaires en vigueur ;

CONSIDÉRANT que le projet de prolongation nécessite des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 4584/2015/021 du 12 janvier 2016, conformément aux articles R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la modification de certaines dispositions d'exploitation de la carrière ne remet pas en cause les dispositions générales de la restitution du site telle que prévue initialement ;

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas nécessaire, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites dans sa formation spécialisée « Carrière » compte tenu du fait que ces modifications concernent uniquement la prolongation de l'exploitation de la carrière pour une durée de 2 ans, sans modification des conditions d'extraction et de remise en état, ainsi que l'absence d'enjeu environnemental insuffisamment prévenu ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de la délivrance des prescriptions complémentaires sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Prolongation de l'autorisation

La société ESCAVAMAR, dont le siège social est situé 1 chemin de Quinta Aubert à Moulis (09200), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de marbre située sur le territoire de la commune de Bielle au lieu dit Artigasse.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers jusqu'au 12 janvier 2028.

L'activité autorisée relève de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Description	Capacité	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Production maximale de 4 000 t/an	Autorisation
2517	Station de transit de produits minéraux	Superficie de stockage de 1 500 m ²	NC

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 4 000 tonnes.

La production maximale annuelle commercialisable : 400 tonnes.

L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée **6 mois** au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral modifié n° 4584/2015/021 du 12 janvier 2016 doit être achevée **3 mois** au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée **6 mois** avant la fin de l'autorisation conformément à l'article R.512-76 du code de l'environnement.

Article 2 : Garanties financières

L'article 15.1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 4584/2015/021 du 12 janvier 2016 est remplacé par :

« 15.1. – *Montant des garanties financières*

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement décrit au dossier de « Porter à connaissance » du 30 juin 2025 et que défini à l'article 6.7 et à l'article 14, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la période considérée. Ce montant est fixé à :

Phase	Période considérée	Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) Pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu	Surface maximale à remettre en état durant la période considérée (en hectares)
1 et 2	Phases terminées		
3	De la date de notification du présent arrêté complémentaire jusqu'au 12 janvier 2028	$C_r = 45\,204$	S1 = 0,2500 S2 = 0,6900 S3 = 0,1915

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence de l'indice TP01 (base 100 en 2010) d'avril 2025, soit 131,40.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, et indiquer le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par le cautionnement mentionné dans le tableau ci-dessus. »

Article 3 : Prescriptions des actes antérieurs

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié n° 4584/2015/021 du 12 janvier 2016, demeurent inchangées.

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Pau :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie ;
 - b) la publication de la décision sur le site des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié au Préfet des Pyrénées-Atlantiques et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 6 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Bielle et pourra y être consultée ;

- 2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Bielle pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Bielle.
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Exécution – ampliation

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie, le maire de Bielle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société ESCAVAMAR.

Pau, le **02 SEP. 2025**

Le Préfet



Jean-Marie GIRIER